



H.AUDIT

COMMISSARIAT AUX COMPTES
AUDIT LÉGAL ET CONTRACTUEL



Cré@vallée Nord - 371, boulevard des Saveurs
CS30001 - 24059 PÉRIGUEUX Cedex
Tél. : 05 53 08 88 88
Email : hoche@hoche.com

www.hoche.com

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice 2023***

ALSEA
**Association Limousine de
Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte**
Exercice clos le 31 Décembre 2023

Ce rapport contient 25 pages

6, rue René Martrenchar - 33150 CENON
Tél. : 05 57 54 33 70

2, allée Alan Turing - 63170 AUBIERE
Tél. : 04 73 92 54 47

40, rue Lauriston - 75116 PARIS
Tél. : 05.53.08.88.88

H.AUDIT - SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RATTACHÉE À LA CRCC DE BORDEAUX

SAS AU CAPITAL DE 30 000 € - RCS PÉRIGUEUX 489 993 360 - SIRET 489 993 360 00069 - APE 6920Z

BORDEAUX • CLERMONT-FERRAND • PARIS • PÉRIGUEUX

ALSEA

Association Limousine de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte

52 bis Avenue Garibaldi
87000 LIMOGES

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ALSEA**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- **Règles et principes comptables :**

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe en particulier en ce qui concerne les règles spécifiques applicables à votre structure au regard de sa nature juridique et de son secteur d'activité.

- **Estimations comptables :**

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association sur la base des éléments disponibles à ce jour.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERIGUEUX,
Le 3 juin 2024

Le Commissaire aux comptes
H. AUDIT



Philippe ESCROUZAILLES
Associé

Association limousine de Sauvegarde de l'Enfance

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	53 554	36 642	16 911	1 759	
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	53 554	36 642	16 911	1 759	
	Immobilisations corporelles	Terrains	178 074		178 074	120 401
		Constructions	2 640 017	1 275 282	1 364 735	1 111 193
		Inst.techniques, mat.out.industriels	2 962 354	1 580 255	1 382 098	1 426 202
Immobilisations corporelles en cours		114 014		114 014		
TOTAL	5 894 460	2 855 538	3 038 922	2 657 797		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés	1 062 046		1 062 046	1 060 834	
	Prêts	100 441		100 441	100 441	
	Autres	13 968		13 968	12 322	
	TOTAL	1 176 455		1 176 455	1 173 597	
Total I		7 124 471	2 892 180	4 232 290	3 833 155	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	494 207		494 207	88 833
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	1 073 623		1 073 623	373 048
	TOTAL	1 567 830		1 567 830	461 882	
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	4 689 086		4 689 086	4 512 936
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		58 145		58 145	50 989	
Total II		6 315 063		6 315 063	5 025 808	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		13 439 534	2 892 180	10 547 353	8 858 963	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Association limousine de Sauvegarde de l'Enfance

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	24 547	24 653
	Fonds propres complémentaires	805 963	805 963
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 638 969	3 665 279
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 473 562	3 499 871
	Report à nouveau	-246 948	-109 552
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-551 963	-436 128
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	356 349	-163 705
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	356 349	163 705
	Situation nette (sous-total)	4 578 881	4 222 638
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 667 493	610 405
	Provisions réglementées	162 036	162 036
Total I		6 408 411	4 995 080
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	615 209	453 220
Total II		615 209	453 220
Provisions	Provisions pour risques	130 817	130 817
	Provisions pour charges		
Total III		130 817	130 817
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 026 321	893 105
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	234 359	225 103
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 071 005	2 095 783
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	652	652
	Autres dettes	60 520	63 200
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	56	2 000
Total IV		3 392 915	3 279 845
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		10 547 353	8 858 963
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	21 897	41 987
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association limousine de Sauvegarde de l'Enfance

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	220	200
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		367
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	1 706 648	1 571 132
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		146 570
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	15 804 932	13 409 619
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		10 143
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 864	40 235
	Utilisations des fonds dédiés	65 113	98 730
	Autres produits	375 931	470 225
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		17 956 711	15 600 653
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	3 572 233	3 286 065
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 137 864	959 150
	Salaires et traitements	8 971 868	8 230 813
	Charges sociales	3 393 443	3 038 996
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	332 203	319 958
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	378 469	46 051
	Autres charges	37 731	34 582
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		17 823 813	15 915 619
1. Résultat d'exploitation (I-II)		132 897	-314 965

Association limousine de Sauvegarde de l'Enfance

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	69 202	18 426
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	69 202	18 426
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	14 856	14 098
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	14 856	14 098
2. Résultat financier (III-IV)		54 345	4 328
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		187 243	-310 637
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 946 49 798 151 366	10 371 43 940 96 717
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	208 111	151 029
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	28 274 224	2 497
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	28 499	2 497
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		179 612	148 531
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		10 506	1 600
Total des produits (I + III + V)		18 234 025	15 770 109
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		17 877 675	15 933 814
EXCÉDENT OU DÉFICIT		356 349	-163 705
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>356 349</i>	<i>163 705</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		9 767	9 767
Bénévolat			
Total		9 767	9 767
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		9 767	9 767
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		9 767	9 767



ALSEA

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31 décembre 2023**

Ce rapport contient 17 pages

Table des matières

1	Informations concernant l'association	1
1.1	Objet social et périmètre des activités	1
1.2	Moyens mis en œuvre	1
2	Faits majeurs de l'exercice	2
2.1	Événements principaux de l'exercice	2
2.2	Événements post-clôture	2
2.3	Principes, règles et méthodes comptables	3
2.3.1	Présentation des comptes	3
2.3.2	Méthode Comptable	3
2.3.2.1	Méthode générale	3
2.3.2.2	Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels	3
3	Informations relatives au bilan	4
3.1	Actif	4
3.1.1	Tableau des immobilisations	4
3.1.2	Tableau des amortissements	4
3.1.3	Immobilisations financières	5
3.1.4	Créances	6
3.1.5	Tableau des dépréciations d'actifs	6
3.1.6	Produits à recevoir, Clients factures à établir, Fournisseurs avoirs à recevoir	6
3.1.7	Charges constatées d'avance	6
3.2	Passif	7
3.2.1	Fonds propres	7
3.2.2	Détermination du résultat effectif et administratif	8
3.2.3	Subventions d'investissements	9
3.2.4	Provisions règlementées	9
3.2.5	Provisions pour risques et charges	10
3.2.6	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	10
3.2.7	Fonds dédiés – Tableaux de suivi	11
3.2.8	Etat des dettes	12
3.2.9	Charges à payer, Fournisseurs non-parvenues	12
4	Informations relatives au compte de résultat	13
4.1	Ventilation des produits d'exploitation	13
1.1	Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2023	13
4.2	Contributions volontaires en nature	13



Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023

KPMG S.A.

5	Autres informations	14
5.1	Information relative à la rémunération des dirigeants	14
5.2	Honoraires des commissaires aux comptes	14
5.3	Engagements	14

1 Informations concernant l'association

1.1 Objet social et périmètre des activités

L'association a pour objet la sauvegarde et la protection de l'enfance, de l'adolescence et des adultes.

1.2 Moyens mis en œuvre

Ses missions s'articulent autour de l'éducation, de la prévention et de la promotion des publics confiés et de leur famille.

L'association agit par :

- Une aide et un soutien éducatif aux familles ;
- L'accueil et l'accompagnement global des jeunes de moins de six ans atteints ou présentant un risque de développer un handicap ;
- La mise en œuvre d'un accompagnement éducatif par le biais d'intervenants qualifiés (éducateurs spécialisés, assistantes sociales, psychologue, pédopsychiatre) ;
- L'accueil de mineurs de 16 à 18 ans dans le cadre de mesures judiciaires : CJ, SME, aménagement de peine ;
- L'accueil en espace de vie sociale pour garantir une écoute et un ensemble de services autour d'un point public multimédia, d'un point d'information jeunesse et d'activités socioculturelles ;
- Le maintien des relations enfants-parents ;
- L'accueil pour des séjours de durée variable, des enfants, adolescent(e)s dont les familles se trouvent en difficulté momentanée ou durable et ne peuvent, seules ou avec le recours de proches, assumer la charge et l'éducation de leurs enfants ;
- Une action éducative en direction des jeunes, en rupture ou en souffrance, en voie de marginalisation ou déjà marginalisés, en visant à rompre l'isolement et à restaurer le lien social ;
- La gestion de mesures civiles (curatelles, tutelles...) et la gestion de mesures d'aide à la gestion du budget familial ;
- La proposition de solutions alternatives afin d'anticiper et de gérer les périodes de crises, de tensions, de mal être ponctuels afin de favoriser l'évolution de la situation et ceci afin d'éviter le placement.

2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

L'ALSEA a ouvert la « MECS du Grand Tilleul » le 8 août 2023 disposant d'une capacité de 8 places pour le moment.

L'ALSEA a été informée courant 2023 que l'activité « Prévention Spécialisée » serait reprise à compter du 1^{er} janvier 2024 par les services du conseil départemental de la haute vienne.

Il a été provisionné dans les comptes 2023 un coût social de 126 130 € concernant le licenciement économique de certains salariés.

2.2 Evénements post-clôture

Le Conseil Départemental de la Haute-Vienne, a confié, suite à un appel à projet, 590 mesures déléguées d'AEMO. L'activité a débuté le 1^{er} janvier 2024 et « la nouvelle plateforme AEMO » va emménager début juillet dans des nouveaux locaux situés à ISLE, acquis par l'ALSEA le 2 avril 2024, pour un montant de 2 300 000 €.

2.3 Principes, règles et méthodes comptables

2.3.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

2.3.2 Méthode Comptable

2.3.2.1 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les règlements ANC 2018-06 et 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2.3.2.2 Changements des méthodes comptables et impacts sur les comptes annuels

Aucun changement de méthode comptable n'a été répertorié sur l'exercice.

3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	36 615	16 940	-	53 555
Immobilisations corporelles	5 187 918	630 521	37 993	5 780 446
Immobilisations en cours	-	114 014	-	114 014
Immobilisations financières	1 173 598	8 713	5 856	1 176 455
TOTAL	6 321 603	770 189	43 849	7 124 471

3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	34 855	1 787	-	36 643
Immobilisations corporelles	2 530 119	330 416	32 425	2 828 110
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	2 564 974	332 203	32 425	2 864 753

3.1.2.1 Méthode d'amortissement des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	3 - 5 ans
Frais de recherche et de		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 - 5 ans

3.1.2.2 Principaux mouvements des immobilisations incorporelles

- Acquisition d'un logiciel : 16 939 €

3.1.2.3 Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques,	Linéaire	10 à 15 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 6 ans

3.1.2.4 Principaux mouvements des immobilisations corporelles

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-Bail
Terrain	57 673	
Agencement installation	33 416	
Constructions	342 043	
Matériel outillage		
Installations générales	32 832	
Matériel de transport	71 149	
Matériel de bureau / mobilier	47 972	
Autres immobilisations corporelles		

Les principales diminutions sont :

- Matériels et outillages :	23 142 €
- Agencements constructions :	4 997 €
- Matériel de bureau :	9 854 €

3.1.3 Immobilisations financières

Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisées de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	1 062 046
Prêts	100 441
Dépôts et cautionnements	13 968

3.1.4 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	100 441		100 441
Autres	13 968		13 968
Créances de l'actif circulant		-	
Créances clients et comptes rattachés	494 207	494 207	
Autres	1 082 019	1 082 019	
Charges constatées d'avance	58 146	58 146	
TOTAL	1 748 781	1 634 372	114 409
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

3.1.5 Tableau des dépréciations d'actifs

	Dépréciations début exercice	Dotations	Reprises	Dépréciations fin d'exercice
Immobilisations				0
Stocks				0
Créances (subventions à recevoir)	-	-	-	-

3.1.6 Produits à recevoir, Clients factures à établir, Fournisseurs avoirs à recevoir

Les produits à recevoir pour l'exercice représentent 1 031 445 €. Ils concernent à hauteur de 258 002 € la partie exploitation de l'association et 773 443 € le solde de subvention d'investissement à recevoir propre à la Mecs Grand Tilleul.

3.1.7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont exclusivement d'exploitation et se montent à 58 146 €.



3.2 Passif

3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				-
Fonds propres statutaires	24 653,80		106,66	24 547,14
Fonds propres complémentaires	805 963,00			805 963,00
Fonds associatifs sans droit de reprise				-
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Apports				
Legs et donations				
Résultat sous contrôle des tiers financeurs				-
Ecarts de réévaluation				-
Réserves				-
Réserves statutaires ou contractuelles				-
Réserves pour projet de l'entité				-
Réserves				-
Autres	3 665 279,25	77 493,36	103 802,93	3 638 969,68
Report à nouveau	- 109 552,96	3 404,08	140 799,94	- 246 948,82
<i>dont activités sous gestion contrôlée</i>	- 436 128,00	3 404,08	119 238,64	- 551 962,56
Excédents ou déficits	- 163 705,00	757 075,50	237 020,62	356 349,88
<i>dont résultat des activités sous gestion contrôlée</i>	- 136 489,00	716 512,77	232 917,85	347 105,92

3.2.2 Détermination du résultat effectif et administratif

Libellés	Résultat comptable	Reprise résultat affecté à la réduction des charges d'exploitation	Reprise de déficit antérieur	Résultat effectif	Compensation des charges d'amortissement	Reprise résultat affecté au financement de mesures d'exploitation	Résultat compte administratif
CPFS	290048,62			290048,62		0,00	290 048,62
Prévention spécialisée	97671,56			97671,56		0,00	97 671,56
AEMO	26424,12			26424,12			26 424,12
AEMO-H	-3544,49			-3544,49			-3 544,49
SIEGE HABILITE	40428,92			40428,92		19444,71	59 873,63
Mecs de la croix verte	61032,89			61032,89	11121,5		72 154,39
CAMPS	2994,87	0,00		2994,87			2 994,87
CEF 19	-93755,71		0,00	-93755,71	18889		-74 866,71
Tutelles - MJPM	67491,06			67491,06			67 491,06
Tutelles - DPF	-6068,29		-7422,98	-13491,27			-13 491,27
Mecs Grand Tileul	-135617,65			-135617,65			-135 617,65
Total établissement sous gestion contrôlée	347105,9	0	-7422,98	339682,92	30010,5	19444,71	389138,13
Activité MASP2	-3865,34						
Association	-7968,11						
Interval	451,24						
Trait d'union	12694,9						
Retraitement	7931,29						
Total activité sous gestion propre	9243,98						
Total	356349,88	0	-7422,98	339682,92	30010,5	19444,71	389138,13

Le règlement ANC 2019-04 prévoit désormais le traitement des charges ou produits de variations congés payés dans l'affectation du résultat administratif et non dans sa détermination comme le prévoyait l'avis 2007-05 du CNC.

3.2.3 Subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	721 950	1 104 918		1 826 868
Quotes-parts virées au résultat	111 545	47 830		159 375
Montant net en fonds propres	610 405	1 057 088	-	1 667 493

3.2.4 Provisions réglementées

Situations et mouvements	A	B	C	D	E
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Méthode prospective/ reclassement de cpte à cpte	Provision à la fin de l'exercice
Provision réglementée renforcement couverture BFR					0,00
Amortissement dérogatoire					0,00
Provision pour renouvellement des immobilisations					0,00
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif immobilisé	127 622,73	0,00	0,00		127 622,73
Provisions afférentes aux plus values nettes d'actif circulant	32 472,47	0,00	0,00		32 472,47
Provisions réglementée produit financier	1 941,40				1 941,40
Total	162 036,60	0,00	0,00	0,00	162 036,60

3.2.5 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques Provisions pour charges Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	130 318			130 318
TOTAL	130 318			130 318

La provision pour risques et charges est relative à la fermeture du CEF 87 et aux éventuels litiges pouvant survenir ultérieurement concernant ce service. La DIRPJJ s'est engagée par courrier à financer le paiement des indemnités et charges annexes résultant du licenciement du personnel du CEF 87 n'étant pas couvertes par ladite provision.

Concernant les « droits à congés payés pour les arrêts maladie non professionnels », l'ALSEA n'est pas en mesure d'estimer un passif social à la date du 31 décembre 2023. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée au passif du bilan.

3.2.6 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
I. D. R.		883 771€	883 771€
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

— Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation : 3.40 %
- Taux de turnover faible

- Taux de charges : 58.70 % cadres, 49.70 % non-cadres

3.2.7 Fonds dédiés – Tableaux de suivi

3.2.7.1 Subventions de fonctionnement affectées

Libellés	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice => (7894)	Utilisation en cours d'exercice => remboursement	Méthode prospective	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
	(2)	A	B		E	C	D=A-B+C+E	D=A-B+C
Subvention d'exploitation							-	
Contributions financières d'autres organismes	453220,51	453220,51	216 480,35			378469,19	615 209,35	
Ressources liées à la générosité du public							-	
TOTAL	453220,51	453220,51	216480,35	0	0	378469,19	615209,35	-

3.2.7.2 Dons manuels, legs et donations affectées

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
	(2)	A	B	C	D=A-B+C
Ressources					
- Dons manuels					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
- Legs et donations					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

(1) A regrouper le cas échéant.

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des ressources provenant de la générosité publique affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.

3.2.8 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	791	791		
- à plus de 2 ans à l'origine	1 003 632	69 864	261 182	672 586
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	234 360	234 360		
Dettes fiscales et sociales	2 071 005	2 071 005		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	653	653		
Autres dettes	60 520	60 520		
Produits constatés d'avance	56	56		
TOTAL	3 371 018	2 437 249	261 182	672 586
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	210 390			

3.2.9 Charges à payer, Fournisseurs non-parvenues

Les charges à payer concernent exclusivement l'exploitation, et s'élèvent à 184 075 €

4 Informations relatives au compte de résultat

4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	1 706 869
Subventions et concours publics	15 804 933
Contributions financières	
Reprises s/provisions et transferts de charges	3 865
Versements	
Autres produits	441 045
Total	17 956 711

1.1 Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2023

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	31,10	
Non cadres (dont 4 apprentis)	245,57	-
TOTAL	276,67	-

4.2 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Mise à disposition local Limoges	Valeur locative	8 477,00
Mise à disposition local Saint Julien	Valeur locative	1 290,00
TOTAL		9 767,00

Ce tableau retranscrit les contributions volontaires en nature significatives.

5 Autres informations

5.1 Information relative à la rémunération des dirigeants

En application de la Loi 2006-586 du 23 Mai 2006, il est signalé que le montant global des rémunérations visées à l'article 20 pour l'exercice 2022 s'élève à : NEANT (la mention de cette information conduirait à divulguer une information individuelle).

5.2 Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires versés aux commissaires aux comptes :

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	22 153	
Au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal		
Honoraires totaux	22 153	

5.3 Engagements

- **Prêt Caisse d'Epargne 200 000 € :**

Nantissement du livret A à hauteur de 50 000 €.

- **Prêt Caisse d'Epargne 100 000 € :**

Nantissement du livret CSL Associatis à hauteur de 25 000 €.

- **Prêt Crédit Agricole Foyer Céline Lebreton 568 900 € :**

Caution du Conseil départemental de la Haute Vienne.